AVEC Michèle Picard ATUNIR·RÉSISTER·AGIR

Ensemble pour Vénissieux

Accès aux droits . Santé . Logement 19 novembre 2025

Bonsoir à toutes et à tous,

Je vous remercie d'avoir répondu présent pour cette réunion publique, dans le cadre des élections municipales. Depuis le 20 septembre, où j'ai annoncé ma candidature, vous êtes nombreux à rejoindre la dynamique que nous avons lancée ensemble pour rassembler les citoyens et les forces progressistes de notre ville. Autour d'une idée centrale, qui nous guide depuis toujours : Unir, résister et agir, pour le bien commun.

Dans le désordre politique ambiant, l'inquiétude grandit. Le président refuse d'entendre le peuple, le Parlement est sans majorité. Et, pour la première fois, un texte déposé par le Rassemblement national a été voté à l'Assemblée nationale avec les voix des députés LR et Horizon, pour dénoncer l'accord franco-algérien de 1968. Cette association de toutes les droites, jusqu'au RN, se confirme chaque jour davantage, dans l'objectif de poursuivre la logique libérale qui dirige notre pays, dans l'intérêt des plus riches. Avec des choix politiques tournés vers des cadeaux aux grandes entreprises et le financement de la guerre plutôt que des moyens pour l'école, les urgences à l'hôpital ou la tranquillité dans nos quartiers.

L'État se désengage tous azimuts : sur l'éducation, la santé, la sécurité, etc. Sur le terrain, l'habitant qui n'a pas de réponse à ses besoins se retourne vers sa commune. Par exemple, quand il n'a plus de médecin, il demande au maire de trouver des solutions. Sur la question des solidarités et de la lutte contre la pauvreté, la commune est de plus en plus sollicitée, car nous voyons chaque jour la situation sociale et économique se dégrader. 1 ménage sur 3 a du mal à payer ses factures d'énergie, c'est deux fois plus qu'il y a cinq ans. Vous êtes de plus en plus nombreux à renoncer aux soins, à vous chauffer, à vous déplacer.

On nous parle sans cesse de la dette, on veut la faire payer aux habitants et aux communes, alors que c'est bien le gouvernement qui l'a créée!

Avec les inégalités qui se creusent et l'injustice fiscale, notre société n'a jamais été autant fracturée. La coalition des droites, au niveau national comme ici à Vénissieux, utilise ces fractures pour attiser les haines, alimenter les racismes et opposer les habitants entre eux.







Nous choisissons une autre voie : celle d'unir, résister et agir ensemble. C'est toujours dans la dynamique collective que nous avons obtenu des victoires, comme la sauvegarde de l'hôpital des Portes du Sud.

Nous avons traversé un mandat compliqué, marqué par des crises successives. Pendant la crise sanitaire, nous avons dû apporter des réponses à des problèmes inédits, mettre en place des dispositifs d'urgence sociale et sanitaire au pied levé. Nous avons innové, avec vous, en créant de nouvelles solidarités. S'en est suivie une crise de l'inflation, une crise d'austérité imposée par le gouvernement, avec des conséquences directes pour les habitants et les collectivités qui voient leurs budgets sans cesse amputés.

Dans ce mandat difficile, nous sommes restés solides, avec une équipe expérimentée et soudée. Nous avons continué d'assumer notre rôle d'amortisseur social pour les familles, les associations et les agents municipaux. Nous avons continué d'investir pour l'avenir. Nous avons tenu nos 150 engagements et permis que Vénissieux reste un lieu de stabilité, de solidarité et de résistance.

Sur la question de la démocratie, nous développons, depuis longtemps, les démarches participatives pour solliciter l'engagement du plus grand nombre. Nous avons de belles réussites, comme la longévité de nos conseils de quartier, et notre volonté permanente de faire évoluer nos dispositifs participatifs. Avec notre dernière consultation « Vivre en tranquillité à Vénissieux », nous avons réussi à travailler ensemble sur un sujet qui exaspère. Les incivilités nous agacent tous. Certains s'en servent pour diviser. Nous voulions, au contraire, construire avec vous le diagnostic et les réponses. Vous avez été nombreux à participer à cette consultation, plus de 7 500. Les conseils de quartier ont aussi contribué en tables rondes. Ce travail collectif et citoyen a abouti à un plan de 25 actions concrètes, élaboré avec vous.

Pour autant, nous sommes conscients de la montée de l'individualisme. Faire vivre la démocratie est devenu un véritable défi. C'est une bataille que nous allons mener ensemble pour trouver les solutions vers une nouvelle étape démocratique et citoyenne. Nous allons construire de vraies propositions pour que Vénissieux reste un repère de stabilité. Ce projet municipal 2026-2032, nous voulons le construire avec vous. C'est pourquoi nous vous avons proposé 5 réunions thématiques.

Ce soir, le thème est l'accès aux droits, la santé et le logement. À Vénissieux, quels que soient votre âge, votre quartier ou vos revenus, la commune est là pour faciliter votre quotidien. Nous avons des tarifs accessibles pour tous : crèches, équipements culturels (le cinéma, le théâtre), équipements sportifs, activités pour les jeunes, les seniors, la restauration scolaire, avec le plein tarif, l'un des plus bas de l'agglo. C'est un vrai choix de mettre en place des politiques familiales et sociales au service de tous les Vénissians, pas seulement les plus en difficulté.

Une solidarité ambitieuse, qui ne divise pas. Un choix budgétaire assumé pour que chaque Vénissian, à chaque étape de sa vie, puisse profiter de sa ville et s'y épanouir. Nous adaptons, sans cesse, l'aide sociale et familiale par rapport aux besoins. Par exemple, une nouvelle aide au sport et une aide aux soins. Pour le prochain mandat, nous souhaitons mettre en place l'accès gratuit à la médiathèque et aux bibliothèques pour tous.

Avec l'augmentation des difficultés sociales et économiques, la pauvreté, l'isolement ou simplement la complexité des démarches peuvent éloigner les habitants de leurs droits. Vénissieux est une ville pionnière du programme Territoires Zéro Non-Recours et de la lutte pour les droits et la dignité. Mais face aux crises successives, de nouvelles vulnérabilités sont apparues, et de nouveaux besoins se font entendre. Nous avons, par exemple, dû augmenter les permanences d'écrivains publics et numériques.

Idem sur la question des seniors, avec l'augmentation des personnes âgées. L'État ne prend pas à bras-le-corps la question du 3e et 4e âge. Au contraire, il y a une attaque frontale contre la sécurité sociale, alors qu'il faudrait développer une 4e branche pour la prise en charge de la dépendance. Encore une fois, la commune va être un amortisseur pour aider les personnes âgées et les aidants. Nous avons deux résidences municipales de personnes âgées, dont l'une avec un accueil de jour médicalisé. Nous développons l'aide à domicile, la cellule de veille sociale, les visites de courtoisie, le portage culturel, etc. Et il faudra aller encore plus loin sur l'aide aux aidants pour leur permettre des moments de répit. Nous avons toujours porté une attention particulière à la qualité de vie des seniors.

La santé est aussi un droit pour toutes et tous. Pour lutter contre le non-recours aux soins, nous avons mis en place une mutuelle de santé communale avec des tarifs modérés pour les Vénissians, et sans limite d'âge. Nous renforçons la prévention, nous valorisons les métiers du soin, etc. La commune pourrait considérer qu'elle n'a pas cette compétence et renvoyer les questions de santé à l'échelle régionale et nationale. Mais nous avons choisi, à Vénissieux, de nous battre sur tous les sujets. C'est ce que nous avons fait ensemble avec la création et la défense de l'hôpital des Portes du Sud, pour que Vénissieux conserve des urgences et tous les services de médecine utiles à la population. Quant à la santé mentale, déclarée grande cause nationale par le gouvernement, on voit, sur le terrain, qu'il n'y a aucun moyen. Et c'est de pire en pire avec les fermetures de lits qui continuent !

Enfin, sur la question du logement, vous connaissez mon engagement contre les expulsions. Depuis plus de 16 ans, je prends des arrêtés anti-expulsions, contre les saisies et les coupures d'énergie. Ces arrêtés sont systématiquement contestés par le préfet. C'est un combat politique et juridique que nous menons pour que la loi évolue, et pour le droit à une vie digne.

L'action citoyenne est nécessaire pour qu'existe le droit au logement effectif. En 2024, la France comptait 2,7 millions de demandeurs de logement social : un record qui témoigne de l'inaction et de la démission de l'État. Il y a un immense problème d'accès au logement, et de mal-logement, avec des dérives de plus en plus graves des marchands de sommeil.

• Pour lutter contre l'habitat indigne, nous avons mis en place un permis de diviser et un permis de louer que nous proposons d'élargir dans le prochain mandat. La réalité, c'est que l'État ne construit pas les logements sociaux nécessaires, et en plus, il attaque les bailleurs comme jamais! Il faut que chaque Vénissian comprenne les enjeux, les responsabilités qui freinent l'accès à ce droit au logement, qui, je le rappelle, est inscrit dans notre Constitution.

Aujourd'hui, beaucoup de sujets sont devenus des combats que nous gagnerons ensemble. L'objectif de cette réunion est bien de construire avec vous les réponses et les solutions.

Michèle PICARD